



Selon le ministre de l'administration territoriale Paul Atanga Nji, 540 millions de FCFA est la somme déposée dans certains comptes de transfert d'argent par les populations de la région anglophone pour le paiement en vue de payer les groupes sécessionnistes qui multiplient les exactions.

Les différentes plaintes des populations ont permis de découvrir qu'au cours des quatre derniers mois ces groupes armés ont collecté au total 540 millions de FCFA de rançons exigées aux populations soit pour la libération des otages, soit pour ne pas subir leurs attaques. Et en croire le ministre de l'Administration territoriale, une partie de cette rançon parviendrait aux groupes armés via le Mobile Money, une technologie qui permet de recevoir, transférer, garder et dépenser de l'argent à partir d'un téléphone portable.

Mais l'on n'aurait pas pu identifier tous les destinataires. C'est pourquoi le ministre de l'Administration territoriale a convié, le 27 février 2020, les opérateurs téléphoniques mobiles Orange et MTN, qui proposent les services de Mobile Money à leurs clients, à une réunion à Yaoundé. Au cours d'une rencontre, Paul Atanga Nji a enjoint Orange et MTN d'identifier tous leurs abonnés dans un délai de 45 jours. Une demande que n'ont pas bien comprise les sociétés de téléphonie mobile pour qui le processus d'identification des abonnés est permanent. « Nous avons de nouveaux abonnés, nous avons des abonnés dont les cartes nationales d'identité sont arrivées à expiration et d'autres dont l'identification peut s'avérer

incorrecte.

Nous corrigeons ces situations en permanence. Il est donc difficile de limiter ce travail dans le temps », explique une source interne chez l'un des opérateurs. Par ailleurs, à Orange et MTN, si on se dit disposer à collaborer avec les intuitions étatiques comme par le passé, chacun tient à rappeler qu'il mène l'activité de Mobile Money dans le strict respect de la réglementation en vigueur.